

## LE « MONDE » ASSOCIATIF, PRIS DANS UNE UTOPIE À L'ENVERS ?

Par Jean Blairon

Dans sa contribution à l'ouvrage collectif *La Misère du monde*, dirigé par Pierre Bourdieu, Loïc Wacquant s'interrogeait sur le danger d'une « américanisation de la société », l'Amérique devenant une « utopie à l'envers », un horizon de progrès négatif.

Tout en mettant en avant les différences flagrantes qui séparaient en 1993 la France et les Etats-Unis, l'auteur affirmait durement :

« La *pente* de l'évolution des inégalités urbaines en France durant la dernière décennie tend à créer les conditions propices, à terme, à un rapprochement<sup>1</sup>. Et si, dans leur myopie technocratique et leur fixation fascinée sur la performance financière à court terme, les élites dirigeantes hexagonales, de gauche comme de droite, devaient persister dans la politique néolibérale d'abaissement du secteur public et de « mercantilisation » rampante des rapports sociaux qui a été la leur depuis le milieu des années 70, on ne doit pas exclure le pire : l'utopie négative, lointaine et effrayante, pourrait devenir réalité. »<sup>2</sup>

Les transformations imposées au « monde » associatif<sup>3</sup> dans le cadre de cette utopie négative n'ont pas fait l'objet d'études approfondies. Nous espérons y contribuer en nous attachant à montrer dans cette contribution que ces transformations peuvent se caractériser par la formule de type orwellien : « la modernisation<sup>4</sup>, c'est la régression ».

### UN POINT D'ANCRAGE

Si nous prenons de fait comme point de comparaison historique le programme communaliste et sa doctrine associationniste, nous ne pouvons qu'être interpellés par les « avancées » « proposées » par les modernisateurs.

- 1 Rapprochement dont l'accord transatlantique actuellement en discussion constitue un des enjeux, cf. [www.no-transat.be/adhere/texte-plateforme](http://www.no-transat.be/adhere/texte-plateforme).
- 2 L. Wacquant, « De l'Amérique comme utopie à l'envers », in P. Bourdieu (dir.), *La Misère du monde*, Paris, Seuil, 1993, pp. 178-179.
- 3 Nous nous expliquons sur l'emploi de ce terme infra.
- 4 Le thème de la modernisation nécessaire de la société est adopté par la majorité des responsables politiques voire des responsables tout court et cette nécessité est rarement mise en débat ; l'action politique semble devoir adopter le schème de la « réforme » permanente (et accélérée) sous peine de n'être pas. L'archaïsme de la société était-il si profond que des modernisations généralisées, permanentes et sans cesse remises elles-mêmes sur le métier soient à ce point nécessaires (sic) ?

Pour rappel, la doctrine associationniste met en avant le « lien librement consenti de l'union », en l'opposant au « lien contraignant du centralisme » ; elle considère que l'association garantit ainsi la liberté, qu'elle considère, à la suite de Bakounine, comme un « produit collectif »<sup>5</sup>.

L'union est opposée à l'unité, par exemple sous la plume d'Arthur Arnould : « L'Union fait la force. L'Unité fait le despotisme. L'Union, c'est l'association. L'Unité, c'est la caserne. »

Nous n'avons pas affaire en l'occurrence à une pure doctrine élaborée « dans le ciel des idées » : 42 associations ouvrières, par exemple, s'organisent en référence à ces visées ; l'ouvrier y était propriétaire de son travail et une partie des bénéfices devait servir à financer d'autres associations.

Un programme politique général s'élabore en référence à ces actions ; celui que rédige Pierre Denis met ainsi en avant « le droit de réunion et d'association, la liberté absolue de la presse, celle du citoyen » - mais aussi « le principe de l'élection appliqué à tous les fonctionnaires ou magistrats. La responsabilité des mandataires et, par conséquent, leur révocabilité permanente. La mandat impératif, c'est-à-dire précisant et limitant le pouvoir et la mission du mandataire... ».

Le programme communaliste est aussi très social, puisqu'il envisage de restituer à l'ouvrier l'intégralité du fruit de son travail et qu'il se propose d'en finir avec « l'horrible paupérisme », notamment par l'instauration d'un système d'assurance contre tous les risques sociaux.

Les rapports du « monde » associatif à l'Etat semblent suivre aujourd'hui une direction opposée, présentée comme « moderne », elle-même permise par l'attaque des services publics et leur sujétion à la mercantilisation générale.

Trois fonctionnements sont par exemple préoccupants ; ils prennent la forme concrète du recours à « l'appel à projets », souvent en lieu et place d'une logique d'agrément, soit d'une reconnaissance et d'un soutien structurels et relativement pérennes<sup>6</sup>.

Le premier fonctionnement équivaut à introduire une logique de sous-traitance à durée déterminée : les pouvoirs publics définissent eux-mêmes ce qu'ils considèrent comme des besoins, définissent la manière dont ils doivent être rencontrés et mettent les associations en concurrence, entre elles et avec d'autres opérateurs, pour l'obtention du marché. Ce sont donc des pans entiers de **missions** exercées autrefois par les associations qui changent de logique et de dynamique.

En second lieu, nous avons des interventions qui portent sur l'**innovation** et l'**écoute des « plaintes non encore formulées »** dont sont capables, plus que toute autre organisation, les associations. Désormais, ce qui est, peut ou doit être innovant ou émergent est défini d'en haut, reçoit un soutien ponctuel, dont l'obsolescence est programmée : il faut sans cesse de nouveaux chantiers, acteurs ou actions. C'est le processus même d'institution de nouvelles réponses qui est ainsi compromis.

Enfin, nous trouvons des actions qui **affaiblissent la force de la critique** associative : c'est le cas lorsque de nouvelles dispositions en matière d'action politique sont contestées par les acteurs institués et lorsqu'un « appel à candidats » est néanmoins émis, de telle manière que le débat public puisse être contourné : on trouve toujours un volontaire qui candidatera « malgré que... ».

5 Nous nous appuyons sur le *Dictionnaire de la Commune* élaboré par Bernard Noël (Paris, Flammarion, tomes 1 et 2, 1978), notamment sur les entrées « Association », « Associations ouvrières de production », « Communalisme » et « Union ».

6 Sous le terme d'« appel à projets », on trouve de fait des fonctionnements différents ; mais la multiplication multiforme de cette logique de relation entre l'Etat et les associations constitue une parfaite métonymie de la « modernisation régressive » qui est à l'œuvre.

Nous n'allons pas dans cet article décrire comment se réalise concrètement ce renversement <sup>-7</sup>, mais nous interroger sur ce qui le rend possible, sur les causes de structure qui y sont à l'œuvre, sur leurs effets possibles sur l'action associative.

Notons d'emblée que le triomphe de ces fonctionnements n'est ni inéluctable ni irréversible : des actions en sens inverse sont repérables, comme l'institution d'une charte associative, qui tarde cependant à se réaliser. Le nouveau gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles a inscrit cette réalisation dans sa déclaration de politique communautaire ; on peut espérer que ce dossier aboutira et que l'accord de coopération qu'il prévoit permettra de mettre un terme aux nombreuses violations de cette charte qui se constatent sur le terrain.

## LE NOUVEL ESPRIT DU CAPITALISME

Il est difficile de ne pas relier le renversement que nous évoquons aux transformations profondes dont le capitalisme s'est rendu capable suite aux mouvements culturels des années 60, qui l'avaient profondément remis en cause.

Les travaux de Luc Boltanski et Eve Chiapello ont donné de ces transformations une analyse très approfondie, qui est bien connue.

Qu'il suffise de rappeler ici qu'ils rendent raison de ces transformations en identifiant qu'elles s'inscrivent dans la production d'un nouveau « monde »<sup>8</sup>, descriptible dans la grammaire établie par Boltanski et Thévenot : principe supérieur commun, définition d'états de grandeur, épreuve spécifique, etc<sup>9</sup>.

Ce monde est le monde du « projet », caractérisé par la prégnance de l'organisation en réseaux, qui permettent à « chacun » d'être « en activité », activateur ou activé, dans des connexions diverses et changeantes, qui sont d'autant plus recherchées qu'elles sont rares, inattendues et fécondes.

Pour prendre une image, c'est un « monde » où il est important de se trouver dans les agendas qui comptent, de manière à être régulièrement sollicité (et à augmenter ainsi son capital d'attractivité du fait de la réussite du projet auquel on vient de participer).

Notons, même si ce n'est pas l'objet de ce texte, que les similitudes avec les politiques « sociales » menées par « l'Etat Social Actif » sont frappantes : celles-ci, placées sous le signe de « l'activation » sont pleinement inscrites dans la nouvelle vulgate capitaliste.

Mais appartenir à un « monde », y réussir et y être valorisé a un « prix » ; dans ce cas, nous disent Boltanski et Chiapello, c'est celui de la « légèreté » : il s'agit d'être libre d'entraves et d'attaches, de possessions « encombrantes », pour pouvoir répondre très rapidement à une nouvelle sollicitation. C'est au fond un monde de « renting » généralisé et de changements permanents.

7 Nous avons tenté de le faire dans un autre article ; nous remercions le lecteur de se reporter à cette contribution J. Blairon, « La « réalité » des appels à projet, une analyse institutionnelle », *Intermag*, 2013, [www.intermag.be/images/stories/pdf/AppelsProjet.pdf](http://www.intermag.be/images/stories/pdf/AppelsProjet.pdf)

8 Disons pour faire bref qu'un « monde » consiste en un système cohérent de valeurs et de représentations, décliné notamment en logiques d'action ; ce « système » permet à la fois de définir un mode d'appartenance de tous au « monde commun » et de justifier des valorisations et donc des écarts entre les sujets. C'est la raison pour laquelle nous employons ce terme pour parler de l'action associative, même si la question de savoir si elle peut se concevoir dans plusieurs « mondes » ou si elle en constitue un qui soit spécifique reste à traiter.

9 Pour une illustration de cette théorie dans le « monde associatif », cf. J. Fastrès, « Les mondes de Boltanski, un modèle sociologique heuristique en matière de prévention », *Intermag*, 2008, [www.intermag.be/images/stories/pdf/loisirs\\_boltanski.pdf](http://www.intermag.be/images/stories/pdf/loisirs_boltanski.pdf).

La logique des « appels à projet » trouve ici son véritable contexte : il s'agit d'une forme d'action publique qui trouve sa pertinence dans une figure de l'État qui se considère comme le Grand Activateur de projets qui se doivent d'être sans cesse renouvelés pour prétendre à la légitimité.

Mais le nouvel esprit du capitalisme n'est pas d'office l'équitable libérateur des énergies qu'il se prétend être. Derrière cette représentation fantasmagorique, se profilent des violences et des asymétries qui n'ont rien à envier à la répression brutale auxquelles ont eu recours les formes antérieures du capitalisme.

S'agissant du monde associatif et pour nous en tenir à lui, nous pouvons pointer au moins trois types de violences symboliques et réelles.

- L'obligation de changement permanent détourne les associations de leurs **engagements fondateurs** ou en tout cas leur impose des travestissements qui rongent la robustesse de ces engagements : ce ne serait pas parce que la lutte (contre l'exploitation, l'oppression, l'aliénation...) serait gagnée qu'une association pourrait revoir ses engagements identitaires<sup>10</sup>, ce serait parce que « l'air du temps » ou le caractère insuffisamment « sexy » de la cause à défendre l'imposerait (d'en haut). En d'autres termes, la permanence d'un engagement décidé de manière autonome constitue une faute de « lourdeur », un manque de légèreté.
- La grammaire du « projet » permet une **indifférenciation** redoutable, qui désarme la critique : si tout est indifféremment projet (donc libération et création), il devient difficile de défendre une « alternative » stable, voire de demander le respect des engagements : le monde du projet fait du non-lien la valeur suprême. Ce sont donc deux piliers de l'action associative qui sont ainsi attaqués frontalement. Ces extraits du travail de Boltanski et Chiapello parlent d'eux-mêmes :

« En décrivant tout accomplissement avec une grammaire nominale qui est la grammaire du projet, on efface les différences entre un projet capitaliste et une réalisation banale (club du dimanche). On masque le capitalisme comme la critique anticapitaliste ; sous le terme de projet on peut assimiler des choses si différentes : ouvrir une nouvelle usine, en fermer une, faire un projet de reengineering ou monter une pièce de théâtre ; il s'agit toujours de projets et du même héroïsme. **C'est l'une des façons par lesquelles la cité par projets peut séduire les forces hostiles au capitalisme, en proposant une grammaire qui le dépasse, qu'elles utiliseront à leur tour pour décrire leur propre activité tout en restant aveugles au fait que le capitalisme peut, lui aussi, s'y couler.** »<sup>11</sup>

« Ce qui importe, c'est de développer de l'activité, c'est-à-dire de ne jamais être à court de projet, à court d'idée, d'avoir toujours quelque chose en vue, en préparation, avec **d'autres personnes**<sup>12</sup> que la volonté de faire quelque chose conduit à rencontrer. »<sup>13</sup>

- Enfin, le monde du projet permet un **défaussement sur les victimes** de la responsabilité de leur sort : si elles ne sont pas « appelées » pour participer à un « projet » (ou retenues pour

10 Ou ses théories de référence, ses argumentaires, etc.

11 L. Boltanski et E. Chiapello, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, éd. Gallimard, 1999, p. 167.

12 Il n'est pas inutile de rappeler alors que les deux auteurs donnent comme exemples d'acteurs de cette nouvelle « forme » les marchés financiers, exploitant des pays ou des entreprises, qui « déplacent leurs investissements à un rythme sans commune mesure avec les échanges de marchandise qui étaient, il y a encore peu, au principe de l'essentiel des mouvements financiers internationaux. » Autre exemple de mobilité sans contrepartie, contraignante pour les exploités, les multinationales : « les multinationales, quoique moins mobiles que les marchés financiers, ne sont guère plus fidèles à un pays, une région, une implantation. Pour les retenir ou les attirer, il est désormais convenu que les États, ou encore les collectivités locales, paieront, qu'elles offriront les terrains, réduiront les impôts, etc. Le plus mobile impose son prix mais il ne s'engage pas vraiment à rester. Il est toujours sur le départ. » (p. 453)

13 L. Boltanski et E. Chiapello, *op.cit.*, p. 166.

un appel à projet dont leur survie dépend), n'est-ce pas à cause de leur manque d'attractivité tout simplement ? Il faut ici rappeler que le monde du projet produit une forme d'exclusion cumulative qui lui est propre : moins on est appelé, moins on est appelable, jusqu'à disparaître de la scène.

Il s'ensuit que ce monde qui prétend fonctionner sur un principe de légèreté et d'absence de lien permanent ne le fait que pour une minorité, alors qu'il emprisonne tous les autres dans des liens d'assujettissement : le chantage à la délocalisation, l'abandon sans vergogne de ceux qui « ont tout donné » à leur travail, l'obligation, pour le travailleur, pour les entités territoriales... de faire preuve d'une attractivité consensuelle et sans faille constituent des formes facilement repérables de ces nouvelles figures de l'assujettissement.

« Dans un monde en réseau, chacun vit ainsi dans l'angoisse permanente d'être déconnecté, laissé pour compte, abandonné sur place par ceux qui se déplacent. C'est la raison pour laquelle **l'enracinement local, la fidélité et la stabilité** constituent aujourd'hui, paradoxalement, des facteurs de *précarité* et sont d'ailleurs de plus en plus vécus comme tels (...) »<sup>14</sup>.

### LE MODUS OPERANDI DU NOUVEL ESPRIT DU CAPITALISME : LE NÉO-MANAGEMENT

Rappelons que L. Boltanski et E. Chiapello considèrent la littérature managériale des années 90 et sq. et les représentations qu'elle véhicule comme « un des lieux d'inscription principaux » du nouvel esprit du capitalisme. A ce titre, ils notent :

« En tant qu'idéologie dominante, l'esprit du capitalisme a en principe la capacité de pénétrer l'ensemble des représentations mentales propres à une époque donnée, d'infiltrer les discours politiques et syndicaux, de fournir des représentations légitimes et des schèmes de pensée aux journalistes et aux chercheurs, si bien que sa présence est à la fois diffuse et générale. »<sup>15</sup>

De fait, de nombreux auteurs, comme J.-P. Le Goff ou D. Linhart ont critiqué la manière dont les logiques managériales infiltraient et guidaient la « modernisation » des services publics et de l'école, par exemple<sup>16</sup>.

Il en va de même de la vie associative.

Parmi les problèmes les plus préoccupants que pose l'infiltration massive du « nouvel esprit », nous voulons insister ici sur la restriction la plus grave de toutes, celle du sens de l'action.

Le management moderniste procède en effet selon une logique de « tabula rasa » : rien n'est supposé « tenir » hors l'intervention des modernisateurs (ceux-ci pouvant se succéder à un rythme effréné, souvent tous les trois ans dans les entreprises marchandes ; le régime des « mandats » dans la fonction publique chez nous propose des cycles à peine plus longs, soit 5 ans). La modernisation s'attaque au sens existant, élaboré collectivement (par exemple par les travailleurs), l'éradique, pour le remplacer par un sens construit d'en haut (souvent avec l'aide de consultants, ce qui fait que comiquement on peut retrouver quasiment les mêmes formules partout) et déversé à coups de campagnes de marketing.

14 *Idem*, p. 449.

15 L. Boltanski et E. Chiapello, *op.cit.*, p. 94.

16 J.-P. Le Goff, *La barbarie douce, La modernisation aveugle des entreprises et de l'école*, Paris, La Découverte, 1999 et 2003 ; D. Linhart, *Travailler sans les autres ?*, Paris, Seuil, 2009.

Ce sens « chapeau » devient ainsi provisoirement le texte de référence, de légitimation et de discrimination qui s'impose aux collectifs (que l'on « motivera » à se sentir « concernés » par la nouvelle approche). Il peut devenir aussi la source d'inspiration de conduites à valoriser : c'est toute la logique des « appels à projet ».

Ceux-ci imposeront donc un sens de référence qui vient percuter frontalement l'autonomie d'analyse et de conception, par exemple des associations (rebaptisées stakeholders, comme pour mieux marquer combien elles sont d'office « prenantes ») : celles-ci ne sont plus des lieux où l'on s'associe librement pour mener des luttes ou à tout le moins des actions, mais des parties qui n'auront parfois d'autre choix que de s'associer au « courant dominant » ou à l'air du temps si elles veulent survivre.

Ainsi se propage un **régime de sens** collectif compatible avec la logique du « projet » décrite plus haut. Nous avons affaire en quelque sorte à un **signifiant aux signifiés multiples et indifférenciés** : pensons par exemple au terme d'Etat (social) actif et aux sens multiples et contradictoires que peut prendre l'adjectif, ou encore au terme de « cohésion sociale », susceptible de tant d'interprétations. Ces signifiés multiples sont aussi sans attache vérifiable à un référent.

Comme le remarquait déjà F. Guattari en son temps, **dire, ce n'est pas d'office faire** ; on peut même avancer que trop souvent désormais dire suffit à l'affaire : pensons aux slogans chiffrés dont tant de responsables se gargarisent sans s'y sentir pour autant liés (exemple frappant : « réduire la pauvreté de 20% à l'horizon 2020 » : le futur gouvernement fédéral se prépare-t-il à tenir cet engagement ?).

## LE DOUBLE SENS DE L'ÉTAT : VARIATIONS HISTORIQUES

L'adoption massive des repères néo-libéraux qui a caractérisé le triomphe du « nouvel esprit du capitalisme » s'est accompagnée d'une attaque systématique contre les logiques collectives et les conquêtes sociales, systématiquement abordées dans le registre de la lourdeur et de la désuétude. Ainsi les régulations et les réglementations qui les permettent ont-elles fait l'objet de tentatives systématiques de démantèlement.

Le rôle de l'Etat comme « acteur collectif par excellence », selon l'expression de Pierre Bourdieu, est ainsi apparu de manière très claire au moment même où il était mis en cause, y compris de l'intérieur.

Parallèlement, les critiques qui, dans les années soixante, faisaient de l'Etat le lieu central de la domination, se sont affaiblies.

Mais il ne faut pas pour autant perdre de vue que le nouvel esprit du capitalisme peut faire revenir l'Etat à son fonctionnement **anti-producteur**, comme le lui reprochait la contestation à la fin des années 60.

Félix Guattari le formulait ainsi à cette époque :

« La machine d'Etat, la machine de répression produisent de l'*anti-production*, c'est-à-dire des **signifiants qui sont là pour colmater et interdire tout processus subjectif de groupe**. Je crois qu'il ne faut pas concevoir la répression, ou l'existence de l'Etat, ou la bureaucratisation,

comme quelque chose de passif, d'inerte ; il faudrait plutôt les comprendre de manière dynamique. »<sup>17</sup>

Nous voyons bien ici s'opposer une **production groupale libre**, celle des « groupes-sujets » (« le groupe qui se propose de ressaisir sa loi interne, son projet, son action sur d'autres »<sup>18</sup>), qui est l'héritière du courant associationniste, et une **anti-production**, une « planification par le sommet », qui véhicule « une certaine conception de l'institution, que j'appellerais a-subjective, (qui) implique que le système et ses ajustements soient faits en fonction d'une finalité extérieure d'un système téléologique »<sup>19</sup>.

La logique du « monde du projet » est dotée d'une force redoutable d'anti-production pour au moins trois raisons, comme nous l'avons vu supra :

- elle délégitime toute volonté d'institution **dans la durée** ;
- elle met en position de domination un signifiant « **vide** », susceptible de « couvrir » toutes les interprétations opposées, et par là désarme la critique ;
- elle opère à visage couvert en utilisant le « texte » du changement, de l'innovation, de la réalisation de soi, etc.

L'Etat « léger » (modeste, aurait dit Michel Crozier !) peut se révéler ainsi au moins autant assujettissant que l'Etat omniprésent et répressif qui faisait l'objet de la contestation dans les années soixante.

## RÉSISTER

Les défis contemporains pour l'action associative se déduisent de l'analyse de l'adversaire qu'elle doit affronter ; la priorité nous semble consister en **l'affirmation** irréductible de sa spécificité et de son identité, affirmation opposée à la **domination** « soft » qu'elle subit, et référée à **l'enjeu** que ce conflit représente pour la société tout entière.

L'identité que nous évoquons comporte au moins quatre composantes, qui nous paraissent caractériser les « groupes-sujets » que sont ou tentent d'être les collectifs où des protagonistes décident librement de « lier leur sort » pour faire exister durablement dans le monde la passion de réalisation, qui les a réunis<sup>20</sup>.

La composante la plus importante nous paraît être **l'homologie relative** que ces associations s'imposent entre les combats qu'elles veulent mener et leur fonctionnement interne : telle association qui se reconnaîtra dans un enjeu d'égalité l'instaurera au moins partiellement dans son organisation interne ; telle autre qui se battra pour de nouveaux espaces de liberté, mais pour l'instant résistera en son sein aux tentations autoritaires ou répressives, etc.

17 F. Guattari, « Le groupe et la personne (bilan décousu) », article d'avril 1968 republié dans *Psychanalyse et transversalité, Essai d'analyse institutionnelle*, Paris, la Découverte, 2003, p. 163.

18 *Idem*, p. 156.

19 *Idem*, p. 157.

20 Pour une démonstration de ce point de vue, cf. J. Blairon, « L'institution comme passion de réalisation », *Intermag*, 2004, [www.intermag.be/images/stories/pdf/instit\\_1.pdf](http://www.intermag.be/images/stories/pdf/instit_1.pdf).



Félix Guattari dans le texte d'avril 1968 que nous avons évoqué en avait déjà eu l'intuition. Il affirmait en effet :

« Sans doute y a-t-il un problème général des processus subjectifs des « groupes en rupture » dans l'ensemble de l'histoire, mais pour l'instant contentons-nous de centrer la notion de groupe-sujet sur la naissance des groupes révolutionnaires. Ce sont ces groupes qui en particulier **lient étroitement, ou tentent de le faire leurs options en matière d'organisation et leurs options programmatiques révolutionnaires.** »<sup>21</sup>

Si nous parlons d'homologie relative, c'est parce que nous ne pouvons que nous méfier des exigences « totales » ; il s'agit donc toujours d'une recherche et d'un mouvement vers.

La seconde composante associative est donc d'installer un **processus de recherche interne** permanent. François Tosquelles en avait indiqué le caractère incontournable pour l'équipe de soignants qu'il avait réunie à l'hôpital de Saint-Alban :

« D'une part l'équipe soignante doit converger, dans le même type de délimitation de l'objet, et d'intentionnalité de sa démarche. Il n'y a non pas une formation professionnelle a priori, mais une propédeutique qui précède et suit l'expérience concrète en train de se réaliser.

D'autre part, une équipe de travail qui s'est constituée comme un lieu institutionnalisé de psychothérapie, doit se convertir aussi en lieu de recherche, dans une direction relativement précise ; sinon, ces groupes de travail sont voués à l'auto-destruction ou au détournement des véritables enjeux de la psychothérapie, au bénéfice de la toute-puissance de quelques-uns de ces membres, malades ou sains. »<sup>22</sup>

En troisième lieu, comme nous l'avons déjà esquissé ci-dessus, il ne s'agit en aucun cas de se contenter de « dire » ; c'est le « **faire** » qui importe :

« C'est l'acte révolutionnaire qui devient parole, interprétation, hors d'une structure de lecture et d'examen de l'ensemble de ce qui est dit et fait. Ce qui ne veut pas dire qu'on n'a pas le droit de ne rien dire ! Au contraire, on peut dire d'autant plus librement ce qu'on veut que ce n'est pas si grave que ça ; l'essentiel étant tout de même au niveau du faire ! »<sup>23</sup>

Enfin, la logique associative se caractérise par la volonté d'**instituer la rupture qui la porte**, c'est-à-dire de faire exister dans le monde, tant que cela se révèle opératoire, la réalisation vers laquelle la passion commune à ses protagonistes les conduit.

Deux remarques s'imposent encore.

La première rappelle que l'affirmation de cette spécificité est en opposition permanente à des manières de dire et de faire relevant de l'anti-production et visant à un alignement et une intégration des groupes en rupture : la « professionnalisation » des associations est un argument massif pour les introduire :

21 F. Guattari, « Le groupe et la personne », in *Psychanalyse et transversalité, Essai d'analyse institutionnelle*, op.cit., pp. 157-158.

22 F. Tosquelles in J. Pain (dir.), *Pratique de l'institutionnel et politique*, Paris, Matrice, 1985, p. 144.

23 F. Guattari, op.cit., p. 161.



processus qualité, définition d'objectifs « smart », (pseudo-)évaluation, plans quinquennaux, cadres logiques, analyse des risques, etc.

En second lieu, ce conflit constitue un enjeu sociétal central, à condition que le monde associatif ait conscience que les ressources subjectives qu'il s'agit de produire contre l'anti-production sont désormais le capital central dont a besoin le développement de toute la société.

Ceci renforce l'idée qu'il est essentiel que la production des ressources subjectives soit attribuée à ses producteurs réels (les groupes-sujets, les « associations » au sens communaliste) et que cette production ne devienne pas centralisée et manufacturée d'en haut.

La critique des appels à projets qui s'impose doit s'adosser évidemment à cet enjeu, en tentant de montrer les nouvelles formes de dépossession de la production de subjectivité, d'identifier des formes d'action alternatives, de produire les repères nécessaires à ces réalisations.

C'est à cette condition que le spectre d'une « utopie à l'envers » peut s'éloigner.

« L'économisme hante tous les cerveaux politiques conduisant à une forme de fatalisme ; conduisant à déposséder les groupes de l'ambition légitime de se maîtriser eux-mêmes en tant que groupes. (...) Tout mon travail me porte à croire que nous sous-estimons le pouvoir, proprement politique, de changer la vie sociale en changeant la représentation du monde social ; en mettant un peu d'imagination au pouvoir. »<sup>24</sup>

---

24 P. Bourdieu, « Donner la parole aux gens sans parole », in *Interventions - Science sociale et politique*, Marseille, Agone, 2002, pp. 102-103.